



Séance ordinaire du lundi 1 février 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le premier février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Sébastien COTE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Céline PINTARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Aménagement durable - Commune de Montpellier - Exercice du droit de priorité à l'occasion de la mise en vente par l'Etat de la parcelle RX n°329, sise 105 rue Guglielmo Marconi - Convention de tiers-payeur avec ACM Habitat - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, a été créée Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue titulaire du droit de préemption urbain et du droit de priorité prévu par les articles L.240-1 et L.240-3 du Code de l'urbanisme sur les cessions des propriétés de l'Etat sur son territoire.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner la parcelle cadastrée RX 329 en nature de terrain à bâtir située 105 rue Guglielmo Marconi à Montpellier au prix de 205 000 € a été déposée par l'Etat le 5 novembre 2020 à la Métropole.

En partenariat avec la Métropole, la Ville et l'Etat, étant donné les besoins prégnants de places d'hébergement d'urgence, ACM Habitat a accepté de développer un projet de Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile (CADA) d'une capacité de 21 unités de vie et une résidence sociale de 65 logements, installations qui seront toutes deux gérées par l'association d'aide médico-sociale et d'insertion GAMMES.

Ce projet doit développer une surface de plancher d'environ 5589 m² et sera financé exclusivement par Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

La Métropole a exercé le droit de priorité sur ce bien par décision du Président pour la réalisation de ce programme par ACM Habitat. En vue de couvrir le financement et la trésorerie liée à l'acquisition de ce bien, il est proposé qu'ACM Habitat intervienne dès l'acte d'acquisition par la Métropole auprès de l'Etat, en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

La présente délibération a pour objet de proposer la convention de tiers-payeur entre la Métropole et ACM Habitat visant à régler les modalités financières de ladite acquisition.

En outre, la Métropole a décidé par décision du Président d'acquérir à l'euro symbolique la parcelle RX 17, également propriété de l'Etat, formant l'impasse Marconi et nécessaire à la desserte de ce programme. Les travaux induits de voirie, réseaux divers et mise en sécurité des piétons sont financés par une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) d'ores et déjà signée avec ACM Habitat.

La réitération des actes authentiques, acte d'acquisition par la Métropole et acte de revente à ACM Habitat, sera confiée à l'étude notariale Lexnot, représentée par Maître André Bonnary, notaire à Montpellier, désigné par ACM Habitat.

L'ensemble des frais annexes relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre la Métropole et ACM Habitat prévoyant l'acquisition de la parcelle, propriété de l'Etat, située 105 rue Guglielmo Marconi, cadastrée section RX 329, au prix de 205 000 €, acquisition qu'ACM Habitat financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Métropole et l'Etat ;
- d'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM, opérant compensation entre le prix payé par ACM Habitat en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Métropole et le prix de vente à ACM Habitat par la Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Sébastien COTE, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 16/02/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 février 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210201-152172-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/02/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PRESENTATION CADA.pdf

- convention_Métropole_ACM_105 rue Marconi.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.